

D'autres complications juridiques pourraient s'ensuivre: les membres du comité de discipline pourraient avoir des idées préconçues avant de participer à une nouvelle réunion de ce comité; ou bien des poursuites en diffamation pourraient être engagées à la suite de déclarations faites publiquement. C'est pourquoi, il a été décidé que le Conseil devrait examiner les cas en séances privées sauf lorsque les parties demanderaient expressément une réunion publique ou lorsque le Conseil estimerait qu'il existe des raisons suffisantes pour justifier une séance publique. Cependant, pour protéger l'intérêt du public, le Conseil publiera régulièrement un résumé des principaux aspects de chaque plainte et des dispositions qu'il a adoptées à ce propos.

Les enregistrements peuvent être réexaminés

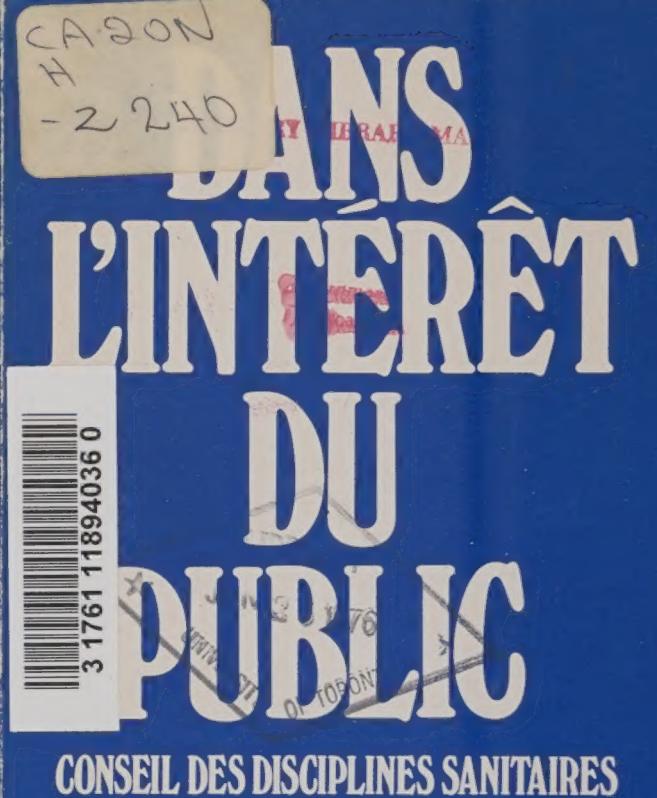
La seconde fonction du Conseil a trait aux enregistrements auprès des collèges. Si un membre d'une profession sanitaire voulant être enregistré auprès d'un collège n'est pas d'accord avec une décision prise par le comité des enregistrements du collège en question, il ou elle peut porter le cas à l'attention du Conseil.

Dans ce cas, le Conseil doit entendre les dépositions, garder les rapports de ses délibérations et—si une des deux parties le demande—exposer par écrit les raisons de sa décision. Toutes ces délibérations sont publiques et le postulant ou le conseil du collège peut faire appel de la décision devant la Cour suprême de l'Ontario.

Cet exposé résume les principaux sujets qui sont du ressort du Conseil des disciplines sanitaires. Pour de plus amples détails, vous pouvez obtenir une version anglaise de la Loi sur les disciplines sanitaires (\$1.50) auprès de la Librairie du gouvernement de l'Ontario, 880 rue Bay, Toronto.

NF ONT. Health
Pour de plus amples renseignements,
vous pouvez vous adresser au:

Conseil des disciplines sanitaires
Bureau 1175
Edifice Hepburn
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1R3



La Loi sur les disciplines sanitaires Ce qu'elle représente pour vous

C'est le gouvernement de l'Ontario qui établit les normes applicables aux soins que vous recevez. Afin d'assurer des normes élevées de soins, une loi, intitulée Loi sur les disciplines sanitaires, a été adoptée. (Dans ce contexte 'disciplines' signifie un domaine d'étude ou de formation.)

La Loi porte sur cinq disciplines ou professions principales dans le domaine de la santé: l'art dentaire, la médecine, les soins infirmiers, l'optométrie et la pharmacie. En fait, elle est sensée s'appliquer à toutes les disciplines ou professions relatives à la santé qui existent dans la province.

En vertu de la Loi, chaque discipline continue d'être largement autonome. Chacune a son conseil de collège ou son conseil d'administration. Chaque conseil se compose de quatre comités – administration, enregistrement, plaintes et discipline. (Dans ce contexte 'discipline' signifie respect des normes et imposition de sanctions si nécessaire).

Grâce à la Loi sur les disciplines sanitaires, les catégories non-professionnelles qui représentent le public côtoient maintenant les professionnels sanitaires dans tous les conseils et comités.

Création du Conseil des disciplines sanitaires

La Loi a eu un autre résultat: la création du Conseil des disciplines sanitaires; il s'agit d'un conseil d'appel, qui est un organisme indépendant, entièrement constitué de profanes qui n'appartiennent pas à la fonction publique de la province et qui ne font pas partie, et n'ont jamais fait partie d'une discipline sanitaire. Le rôle essentiel du Conseil est de faire en sorte que les intérêts du public soient protégés. Le

Conseil se compose d'un président, d'un vice-président et de trois à cinq membres, tous nommés par le Lieutenant-gouverneur de l'Ontario. Chaque membre est nommé pour une période de temps précise: un, deux ou trois ans. Les renouvellements de nominations portent sur une période de trois ans, ainsi il n'est pas nécessaire de renouveler tout le Conseil chaque année. Les membres du Conseil sont payés à même les fonds publics et le Conseil est habilité à demander l'avis de conseillers et d'experts professionnels.

Deux fonctions principales

Le Conseil a deux fonctions principales:

PLAINTES Le Conseil est chargé de revoir les décisions prises par le comité des plaintes de n'importe quel collège assujetti à la Loi lorsque ces décisions sont contestées par un membre du public ou par un praticien.

ENREGISTREMENT Le Conseil est chargé de revoir les décisions du comité des enregistrements de tout collège assujetti à la Loi lorsque le comité a refusé la candidature d'une personne qui voulait se faire enrégistrer auprès de ce collège ou lorsque le comité a attaché des conditions ou restrictions à ladite candidature.

Plaintes déposées

Suivons une plainte du début à la fin. Un membre du public dépose une plainte par écrit au collège pertinent contre un praticien. Si le cas ne peut pas être résolu, il est alors présenté au comité des plaintes du collège en question. Les faits sont examinés. On demande l'opinion de professionnels sur la justesse ou la pertinence des services fournis. Si la conduite du praticien l'exige, le cas est référé au comité de discipline du collège. Dans ce cas, le Conseil n'a aucune autorité. Mais, s'il n'y a pas eu de faute professionnelle, le comité des plaintes décide des mesures à prendre. Si le plaignant ou le praticien conteste la solution proposée par le comité, il est possible que le Conseil soit prié de réexaminer le cas.

La révision par le Conseil

Dans sa révision, le Conseil examine les mesures prises par le comité des plaintes du collège concerné afin de déterminer trois points:

- le comité a-t-il envisagé tous les facteurs pertinents?
- son enquête a-t-elle clairement montré que la solution proposée était raisonnable?
- a-t-il pris les intérêts du public en considération lorsqu'il a examiné la plainte?

Le Conseil fait également tout son possible pour aider à résoudre le problème du plaignant. S'il y parvient, il fait les recommandations pertinentes au comité des plaintes du collège en question. Cependant, le Conseil est, en dernier ressort, habilité à demander au comité des plaintes de prendre les mesures qui, selon le Conseil et conformément aux termes de la Loi, doivent être prises.

Le Conseil n'a pas le pouvoir de considérer les cas dans lesquels le plaignant demande des dommages et intérêts, ou d'accorder des indemnités; il ne peut pas non plus examiner les appels concernant un membre d'un collège qui a fait l'objet de mesures disciplinaires. Ces deux cas sont du ressort exclusif des tribunaux de l'Ontario.

Audition des plaintes

On a minutieusement examiné la question de savoir si les réunions du Conseil devaient être publiques. Il semble à première vue que cela serait dans l'intérêt du public. Cependant, il y a d'autres points importants à prendre en considération: par exemple les droits des parties intéressées.

Les réunions publiques risqueraient de porter atteinte à la vie privée et pourraient empêcher une exposition libre et franche des faits.